

Accords fiscaux—Loi

M. Allmand: Monsieur le Président, nul doute que les compressions prévues dans le projet de loi C-96 vont avoir des répercussions sur les étudiants, les professeurs, les universités et les programmes. Telles seront les conséquences directes de cette mesure. Or, il est facile au gouvernement de s'en rendre compte parce qu'il s'agit d'effets directs, mais comment ne s'aperçoit-il pas qu'en mettant ces dispositions en oeuvre, il nuira non seulement aux étudiants, aux professeurs, aux collègues et aux universités mais qu'il appauvrira encore l'économie tout entière? En effet, le secteur de l'emploi s'en ressentira. Si le savoir est la clef d'une économie vigoureuse à l'ère de la technologie, l'enseignement supérieur est le seul moyen d'acquérir ce savoir.

Prenons comme exemple la Suisse, pays qui possède peu de ressources minières, hydrauliques et autres mais, par contre, une économie très forte en raison d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée en génie, dans le domaine bancaire, financier et des produits chimiques, pour ne nommer que quelques secteurs. Ce pays peut, grâce à ses travailleurs qualifiés, compter sur une économie où les taux de chômage et d'inflation sont inférieurs à 5 p. 100.

Si nous n'améliorons pas notre productivité nous serons perdants, à la longue, car les États-Unis, les pays du Marché commun, le Japon et les nouvelles puissances auront tôt fait de nous damer le pion, surtout en ce qui concerne les spécialistes et les techniciens. Cette mesure est mauvaise sur toute la ligne. Au lieu de réduire le financement, nous devrions consacrer davantage d'argent à l'enseignement et à la formation, s'il est vrai que nous souhaitons non seulement réduire le déficit, mais encore remettre le Canada sur la voie d'une économie productive et florissante.

M. Hopkins: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est (M. Allmand). Le député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe (M. Tobin) a signalé que ce soir, à la télévision, le premier ministre a parlé d'être «à armes égales» dans le domaine des échanges commerciaux. Selon lui, les règles du jeu étant les mêmes pour tous, les débouchés seront les mêmes des deux côtés de la frontière. Le député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est croit-il qu'on peut parler d'égalité des chances dans le cas du projet de loi C-96? Voilà un projet de loi qui touche dix provinces et deux territoires. Je suppose que les règles du jeu étant les mêmes, tous les Canadiens seront à armes égales.

Le député croit-il que par l'entremise du projet de loi C-96, le gouvernement donne à tous les Canadiens le même accès aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire? Le député pense-t-il vraiment qu'en définitive, à la suite d'un projet de loi comme celui-ci, il faudra nommer une autre commission de prestige comme la Commission Rowell-Sirois, afin d'examiner des accords financiers entre le gouvernement fédéral et les provinces et d'obtenir des clauses plus avantageuses pour les provinces les plus pauvres et l'égalité en matière d'enseignement pour une province comme l'Ontario, qui paie la note la plus élevée?

M. Allmand: Monsieur le Président, malgré les observations que le premier ministre a formulées ce soir, il est encore difficile de savoir ce qu'il a vraiment à l'esprit lorsqu'il parle de libre-échange. S'il pense à un accord global sur le libre-

échange alors les membres des professions libérales et les ouvriers spécialisés américains auront accès aux emplois canadiens.

Si nous continuons à mettre en oeuvre des projets de loi comme le C-96, et poursuivons dans cette voie, les Américains seront mieux formés et mieux instruits que nous. Ils s'empareront alors non seulement de nos entreprises, mais également de nos emplois. Malheureusement, les Canadiens n'auront pas la formation et la compétence professionnelle des Américains. Les règles du jeu ne seront pas les mêmes pour tous. Les Canadiens devront surmonter bien des obstacles, alors que les Américains auront la voie libre. Pour que les Canadiens puissent être aussi qualifiés que les Américains, il faut absolument rendre notre système d'éducation extrêmement efficace. Or, ce projet de loi va exactement dans le sens inverse. Il nuira aux Canadiens qui seront désavantagés par rapport aux Américains lorsque viendra le temps de décrocher un emploi.

M. Nunziata: Monsieur le Président, je voudrais féliciter mon collègue et ami pour son intervention de ce soir. J'ai une question à lui poser. Je ne peux vraiment pas comprendre ce qui motive le projet de loi C-96. J'ai essayé de comprendre pourquoi le gouvernement essaie de réduire de 8 milliards les paiements de transfert aux gouvernements provinciaux. La seule réponse que j'ai trouvée, c'est que le projet de loi vise à réduire le déficit national. Il me paraît évident que le gouvernement ne comprend pas l'effet qu'aura le retrait de 8 milliards de paiements de transfert aux provinces au cours des cinq prochaines années.

● (2150)

Le député pourrait-il nous dire pour quelle raison, à son avis, le gouvernement prend une mesure qui mobilise tant d'opposition? Député après député ont condamné cette mesure. Tous les groupes et tous les particuliers qui ont comparu devant le comité s'opposaient au projet de loi. Pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour faire adopter une mesure qui aura un effet aussi désastreux sur la société canadienne? Quelles en sont les raisons, d'après lui?

M. Allmand: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député, il est difficile de comprendre la logique de ce projet de loi. Je peux seulement imaginer que, lorsque le Cabinet envisageait les façons de réduire le déficit, il a retenu plusieurs possibilités. Alors qu'il donnait \$500,000 d'exemption à ceux qui font des gains en capitaux et qu'il renflouait les gros déposants des banques, il décidait de réduire les fonds pour l'enseignement et la santé. Tout ce que je peux conclure, c'est que ceux qui étaient à cette réunion du cabinet ne comprennent pas le Canadien moyen, qui doit faire face aux problèmes de santé et de l'enseignement, et on peut dire la même chose de ceux qui appuient le parti.

Des voix: Bravo!

M. le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Allmand: De toute évidence, ce sont des gens qui peuvent se permettre d'aller à Harvard...